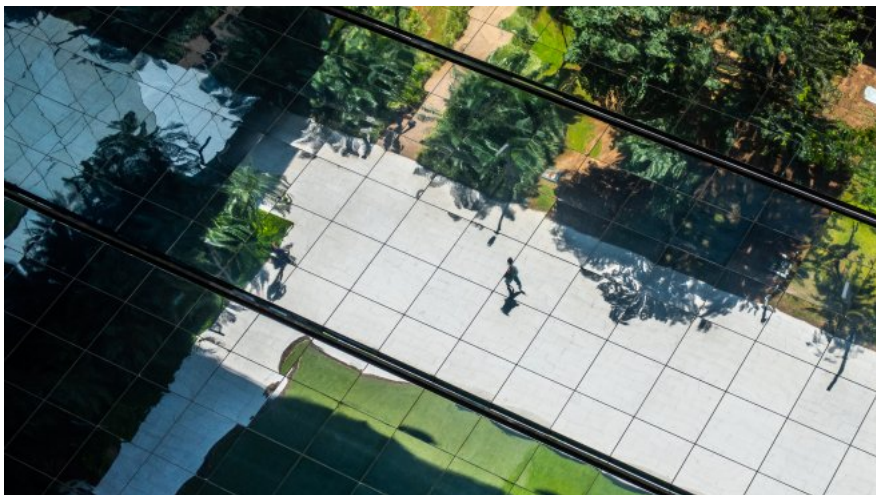




Finance durable: Les lignes directrices de l'économie

La finance durable gagne rapidement en importance. Elle permet à la Suisse, en tant que place économique et financière de premier plan, de contribuer largement à la transition globale. Elle représente aussi une vraie opportunité. Pour que la finance durable soit un succès en Suisse, sous l'angle de l'économie et du climat, economiesuisse a élaboré six lignes directrices en collaboration avec des représentants de la place économique et financière.

Le marché des placements durables continue de croître à un rythme effréné: son volume devrait avoir dépassé la barre des 2000 milliards de francs. Pour la Suisse, place financière et industrielle internationale, la finance durable offre donc l'opportunité de devenir un leader dans ce domaine. Comme le montre une étude de McKinsey réalisée en collaboration avec economiesuisse et le WWF, l'économie suisse a une influence indirecte sur des gigatonnes d'émissions (équivalents CO₂) et donc un levier pour renforcer les activités économiques durables par le biais des flux financiers. La Suisse dispose en outre d'un écosystème très actif d'associations qui s'engagent en permanence pour une amélioration des conditions-cadre et contribuent ainsi de manière décisive au renforcement de la place financière suisse.

Les défis doivent être saisis

Si la finance durable n'a cessé de se développer ces dernières années, les initiatives et réglementations peu coordonnées et parfois divergentes sont toujours légion dans ce domaine (International Sustainability Standards Board, la taxonomie de l'UE ou des obligations de reporting, par exemple). Pour la Suisse, ces développements représentent d'une part une opportunité de développer son rôle en tant que place économique innovante et progressiste. D'autre part, en tant que petit État, elle doit prendre en compte les développements internationaux de manière pragmatique et proportionnée et garantir un arrimage à l'environnement international. En effet, une fragmentation des législations entraîne des coûts élevés, notamment pour les PME, et de grandes incertitudes pour l'économie suisse dans son ensemble. La finance durable peut entraîner des charges administratives et des coûts de transaction, en particulier lorsque les prescriptions ne sont pas harmonisées ou qu'elles sont adoptées à la hâte.

Six principes pour garantir le succès

Afin d'exploiter au mieux les opportunités offertes par la finance durable tout en s'attaquant aux défis, l'ensemble de l'économie a élaboré six lignes directrices :

1. **Vision globale des dimensions environnementale, économique et sociale de la durabilité.** L'économie suisse entend par durabilité et financement durable tous les niveaux de durabilité et considère que les objectifs environnementaux, économiques et sociaux sont interdépendants.
2. **Approche fondée sur le marché et des faits, pas sur des interdictions.** Les efforts de toutes les entreprises pour atteindre la durabilité doivent être pris en compte et les investisseurs doivent conserver la possibilité de décider quelles technologies sont particulièrement porteuses.
3. **Renforcement souple et efficace de la transparence et de la comparabilité, avec réduction des coûts de transaction.** Le fait de créer la transparence permet en effet d'évaluer les critères de durabilité et donc de cerner ses propres activités sous l'angle de leur impact et des risques.
4. **Amélioration des conditions-cadre pour les placements et les investissements.** Les milieux économiques demandent la suppression d'obstacles fiscaux et bureaucratiques. Cela ne doit toutefois pas non plus créer une situation où les instruments issus de la finance durable seraient avantagés - l'égalité des chances doit rester de mise.
5. **Démarches ambitieuses et coordonnées internationalement, mais aussi une démarche autonome et assurée.** Des informations de qualité et surtout comparables sont essentielles pour le bon fonctionnement du marché. Il convient aussi de renoncer à un «Swiss Finish».
6. **Renforcement de la coopération entre le secteur financier et l'économie réelle.** La finance durable découle du souhait de voir émerger une économie réelle durable. En retour, elle peut aussi créer des incitations.

Exemple pratique dans l'économie réelle

L'exemple de l'industrie du ciment montre de quelle manière la finance durable peut être à la fois une opportunité et un défi. Le ciment, et donc le béton, est le principal matériau de construction à l'heure actuelle. Bien que sa fabrication génère d'importantes émissions de CO₂, les entreprises sont parvenues à réduire

fortement les émissions gaz à effet de serre et ont encore un énorme potentiel de réduction des émissions: depuis 1990, les émissions totales de CO₂ de la Suisse ont pu être réduites de 35% environ. Ceci entre autres grâce à la réduction de la part de clinker dans le ciment, ou à l'optimisation de l'efficacité des processus, comme l'explique le secteur dans sa feuille de route 2050 «Objectif: ciment climatiquement neutre». Pour continuer à exploiter ce potentiel, le secteur a besoin d'investissements ciblés. Cependant, si les réglementations vont trop loin et que les critères de durabilité sont définis de manière trop étroite, le secteur risque de perdre l'accès aux capitaux. Parallèlement, les obligations en matière de reporting peuvent entraîner des charges administratives élevées et devenir un défi pour les fournisseurs et les clients, ce qui pourrait mettre en péril la production suisse. L'objectif principal de la finance durable doit donc être une transformation aussi poussée que possible avec le concours du secteur financier et de l'économie réelle, qui intègre également des entreprises comme celles du secteur du ciment, faute de quoi les objectifs climatiques ne pourront pas être atteints.

Pour de plus amples informations, lisez notre nouveau dossier politique